

Bruxelles, le 16 juillet 2019

A la Présidente de la Commission Européenne

Chère Madame la Présidente de la Commission européenne von der Leyen,

Les organisations de la société civile soussignées, engagées dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, du bien être animal, de la santé, des consommateurs, des coopératives de consommateurs, de la justice sociale, du climat et de la sylviculture. Nous vous adressons cette lettre aujourd'hui afin de réorienter la manière dont les politiques alimentaires sont élaborées et leurs priorités établies.

Nous proposons deux solutions :

1. L'UE devrait développer une politique alimentaire européenne intégrée au cours de ce nouveau mandat ;
2. **Un vice-président de la Commission européenne chargé de garantir la durabilité de nos systèmes alimentaires devrait coordonner les efforts de différentes Directions.**

En raison des menaces auxquelles nous devons maintenant faire face, il est impératif d'engager la transition de la politique alimentaire vers un système plus durable, transition qui apportera de nombreux avantages aux citoyens et à la planète. Elle assurera l'avènement de la transition écologique nécessaire luttant contre les conséquences du changement climatique, la pénurie d'eau, la dégradation des sols, la raréfaction de la biodiversité, l'épuisement des ressources halieutiques, le bien-être animal, la pollution chimique, le gaspillage alimentaire et la perte alimentaire. Cette transition bénéficiera aux agriculteurs et aux pêcheurs obtenant un revenu décent, permettant ainsi l'épanouissement du monde rural. De plus, cela permettra la production d'une nourriture certaine et durable, accessible à tous, enravant ainsi la propagation de l'obésité et des maladies non transmissibles (MNT). Enfin, une telle transition réduira la pauvreté et assurera la sécurité alimentaire des pays du Sud.

Cette réforme de la politique alimentaire apparaît comme indispensable pour l'UE et ses états membres afin de répondre aux préoccupations des citoyens, mais est aussi la clé pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD), de l'accord de Paris sur le changement climatique, ainsi que pour atteindre tous les engagements visant à protéger l'humain et la planète.

Afin d'assurer la transition vers des systèmes alimentaires durables, **l'UE doit œuvrer en faveur d'une politique alimentaire intégrée.** L'adoption de cette politique nécessite de réformer le cadre de gouvernance des systèmes alimentaires ; et ce, pour quatre raisons majeures :

- **Intégration des domaines politiques.** Les différentes politiques¹ qui affectent les systèmes alimentaires en Europe ont été adoptées au cas par cas depuis de nombreuses années. En conséquence, les objectifs et les instruments politiques se sont multipliés de manière confuse et inefficace ; à titre d'exemple, les politiques axées sur la compétitivité continuent de contredire les objectifs de durabilité.² Une politique alimentaire intégrée serait conçue pour mettre en cohérence

¹ Il s'agit notamment des domaines liés à l'agriculture, à la pêche et à l'aquaculture, au commerce et aux investissements, à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'économie circulaire, à l'environnement, au bien-être animal, au développement, à la recherche, à l'éducation, aux politiques fiscales et sociales, et à la réglementation des marchés et de la concurrence.

² Des exemples de contradictions entre différents objectifs / impacts politiques sont répertoriés dans le rapport : IPES-Food. 2019. Vers une politique alimentaire commune pour l'Union européenne : Les réformes et réalignements politiques

ces différentes politiques, établir des objectifs communs et éviter les compromis et les coûts cachés, en Europe et dans le monde.

- **Intégration des niveaux de gouvernance.** L'innovation sociale prend rapidement de l'ampleur au niveau local, des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne aux achats alimentaires durables dans les écoles, des conseils de politique alimentaire aux territoires sans pesticides. Les politiques européennes et nationales sont toutefois mal équipées pour encourager ce type d'innovation. Une politique alimentaire intégrée supprimerait les obstacles à l'innovation locale et favoriserait l'expérimentation à l'échelle territoriale sous toutes ses formes.
- **Gouvernance pour la transition.** Seule une politique intégrée avec une vision à long terme peut conduire et coordonner les changements nécessaires pour garantir la durabilité des systèmes de production, transformation, distribution et consommation de denrées alimentaires ; et ainsi atteindre les ODD, lutter contre le changement climatique et relever d'autres défis mondiaux urgents.
- **Prise de décision démocratique.** Qu'il s'agisse de la réforme de la politique agricole commune (PAC), de l'approbation des pesticides ou des négociations commerciales, l'écart entre ce que les citoyens attendent des systèmes alimentaires et ce que les politiques actuelles sont capables de réaliser n'a jamais été aussi important. Une stratégie alimentaire cohérente, qui inclut un plus grand nombre d'acteurs dans la conception et l'évaluation des politiques, permettrait aux acteurs non-économiques d'être entendus. Cela permettrait également de remettre en cause les dépendances de parcours, de récupérer les processus décisionnels auprès de puissants lobbies et de faire émerger de nouvelles priorités sur la base d'un processus plus démocratique.

De plus en plus de voix réclament une évolution vers une approche intégrée des politiques alimentaires, y compris plusieurs institutions et agences européennes³. Cette intégration a également été revendiquée par de nombreux groupes scientifiques et organisations de la société civile. Notamment, en février 2019, IPES-Food a publié une vision détaillée d'une « politique alimentaire commune » pour l'UE, basée sur un processus de recherche et de délibération participatif de trois ans, qui a impliqué plus de 400 acteurs des systèmes alimentaires⁴.

Des mesures immédiates peuvent et doivent être prises pour enclencher ce changement de gouvernance, en premier lieu : **un vice-président de la Commission européenne devrait être chargé de garantir la durabilité de nos systèmes alimentaires, avec pour mandat de coordonner les efforts des différents DG⁵ qui influencent nos systèmes alimentaires.**

nécessaires pour construire des systèmes alimentaires durables en Europe. Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables.

³ Il s'agit notamment du Comité économique et social européen, du Comité des régions, du Centre commun de recherche, du mécanisme de consultation scientifique de la Commission (SAM), de l'Agence européenne de l'environnement et du Comité permanent sur la recherche agricole.

⁴ IPES-Food. 2019. Vers une politique alimentaire commune pour l'Union européenne : Les réformes et réalignements politiques nécessaires pour construire des systèmes alimentaires durables en Europe. Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables.

⁵ Ceux-ci comprennent les DG AGRI, CLIMA, COMP, EMPL, ENERGY, ENVI, GROW, MARE, SANTE, TRADE et TRANSPORT.

Nous demandons à ce que ces actions urgentes soient prises en compte et intégrées par la Commission Européenne dans son plan de travail 2019-2024.

Le moment d'agir est venu : il faut oser changer la manière dont nous élaborons les politiques, en adoptant des approches systémiques et en développant les outils nécessaires pour susciter ces changements. Une politique alimentaire intégrée peut réintroduire des politiques publiques pour le bien commun, rétablir la confiance du public dans le projet européen, et mettre l'UE sur la voie de la réalisation des ODD et de l'accord de Paris sur le climat.

Les organisations de la société civile soussignées sont prêtes à collaborer avec vous, à travers un dialogue ouvert et constructif, pour mettre en application ces solutions.

Nous attendons votre retour avec intérêt et espérons avoir l'opportunité de discuter ces propositions avec vous.

Signataires :

actalliance eu

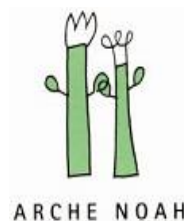
act:onaid

CNCD

11.11.11



DIE AGRONAUTEN
Forschungsgesellschaft
für Agrar- und Ernährungskultur



eurocoop
European Community of Consumer Cooperatives

COMPASSION
in world farming 
ciwf.org



epr  **ia** european
public health
alliance

**Fair
Trade**
ADVOCACY OFFICE



EURONATUR



HUMANE SOCIETY INTERNATIONAL
EUROPE

GREENPEACE

